



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7, rue Léo Lagrange
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 30/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SN AUVERGNE AERONAUTIQUE

1 RUE TOURIA CHAOUI
63510 Aulnat

Références : 20240521-RAP-63-0509_InspectionAuvergneAeronautique
Code AIOT : 0005601796

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2024 dans l'établissement SN AUVERGNE AERONAUTIQUE implanté 1 RUE TOURIA CHAOUI 63510 Aulnat. L'inspection a été annoncée le 06/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les principaux thèmes examinés lors de cette visite d'inspection étaient :

- les suites de l'inspection du 31/03/2022 sur la thématique de l'incendie,
- les suites de l'inspection du 17/06/2022 sur la prise en compte des autres sources d'émission de Chrome VI dans l'évaluation des risques sanitaires révisée,
- la surveillance des eaux souterraines.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SN AUVERGNE AERONAUTIQUE

- 1 RUE TOURIA CHAOUI 63510 Aulnat
- Code AIOT : 0005601796
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de l'entreprise consiste à fabriquer et à réparer des pièces d'aérostructures, à assembler des sous-ensembles d'aérostructures et à effectuer des traitements des surfaces de pièces élémentaires. Le site est encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/09/2011. Aujourd'hui, les activités de traitement de surface des pièces (2 lignes de décapage inox/titane et une ligne de traitement aluminium au chrome VI) relèvent du seuil de l'enregistrement compte-tenu de l'évolution de la nomenclature.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au niveau de la zone de stockage extérieure, 4 fûts de solvants sont placés sur des rétentions. Toutefois, l'ensemble de la zone se situe en dehors d'une surface imperméabilisée, ne permettant pas le recueil des produits en cas d'épandage accidentelle ou de pollution. L'exploitant est invité à améliorer les conditions de ce stockage.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 7.6.4.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
3	Désenfumage atelier TS	Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 8.5.2.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	7 mois
5	Détection de gaz (chaudière > 400 kW)	Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 8.6.1.7	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
6	Prise en compte des autres sources d'émission de chrome VI dans l'ERS	Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 1.6.2.1.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 9.2.4.2 et 9.2.4.3	/	Demande d'action corrective	1 mois
9	Transformateur PCB	Décret du 10/04/2013, article 6.III	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Inventaire des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 7.2.1.	Susceptible de suites	Sans objet
4	Désenfumage atelier peinture	Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 8.7.2.3	Susceptible de suites	Sans objet
7	Rejets aqueux de l'atelier de traitement de surface	Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 4.3.7.1.3.	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a été l'occasion de faire le point sur les suites données aux précédentes visites d'inspection. L'entreprise SN Auvergne Aéronautique a fait l'objet d'une lettre de suite datant du 22 juin 2022 demandant la prise en compte des autres sources d'émission de Chrome VI dans l'ERS selon l'AP du 05/07/2010 article 1.6.2.1.

A ce jour l'exploitant a passé une commande pour la révision de l'ERS avec la société APAVE mais n'a finalement pas fait réaliser cette prestation ne pouvant pas rentrer dans les prescriptions de l'arrêté préfectoral limitant les rejets de CrVI de l'atelier TS à une VLE de 0.005mg/Nm3. Cependant, l'activité produisant 80% des émissions canalisées de CrVI dans l'air provient de la fabrication des "portes écureuil" d'hélicoptère dont l'activité va être transférée sur l'usine de Casablanca au Maroc à l'automne 2024.

Les priorités sur cet établissement restent les suivantes:

- a/ respecter les VLE de Cr VI pour l'ensemble du site,
- b/ la mise en conformité incendie de l'établissement,
- c/ le remplacement du transformateur PCB,
- d/ la transmission des informations sur les eaux souterraines via GIDAF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inventaire des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 7.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail.</p> <p>Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte de leurs risques particuliers sont constamment tenus à jour. Un plan général des stockages y est annexé. Ces documents sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées et des services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme : L'exploitant utilise le logiciel ERP pour la gestion des stocks produits achetés et vendus. Le jour de la visite, il a été en mesure de réaliser une extraction des données concernant les stocks de substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement via le logiciel ERP. Cette extraction comporte une quinzaine de lignes et indique clairement l'identification des produits et leurs quantités.</p> <p>De plus, l'exploitant a intégré dans le classeur de son POI une feuille de suivi des matières dangereuses mise à jour manuellement lors d'un contrôle terrain avec une périodicité de 15j. Ce POI est bien disponible à l'accueil du site.</p> <p>L'exploitant a également transmis à l'IIC son plan d'inventaire bimensuel des produits dangereux qu'il a mis à jour en 2024. Il a prévu de l'évoquer lors d'une prochaine rencontre avec le SDIS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observations : Le plan d'inventaire bimensuel produits dangereux pourrait évoluer afin d'être plus facilement lisible par les personnes externes et notamment pour les pompiers en faisant ressortir le principal potentiel de danger par zone avec 1 ou 2 pictogrammes par site. Il pourrait également décrire les substances par zone. Par exemple zone EP = Extérieure peinture, Zone intérieure = déchets en attente d'expédition pour les rétentions de 2 à 6 et la rétention 1 est dédiée à la zone tampon de livraison de produits neufs, la zone extérieure = produits de maintenance notamment des huiles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 7.6.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, répartis en fonction de la localisation de ceux-ci et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- la défense extérieure contre l'incendie devra être capable de fournir un débit simultané de 260 m³/h pendant 2h ; elle pourra être assurée par :
- des poteaux d'incendie normalisés de 100 mm assurant chacun un débit de 60 m³/h à la pression dynamique de 1 bar au moins en fonctionnement simultané,
- ou des réserves d'eau,
- ou par tout dispositif équivalent ;
- cette défense devra comporter :
- à moins de 100 m de chaque entrée de l'établissement d'au moins un poteau d'incendie, ou débit équivalent de 60 m³/h,
- à moins de 200 m de l'établissement d'au moins deux poteaux d'incendie, ou débit équivalent de 120 m³/h,
- à moins de 400 m de l'établissement d'au moins trois poteaux d'incendie, ou débit équivalent de 180 m³/h ;
- les points d'eau retenus devront être :
- facilement accessibles par tout temps et en permanence,
- conformes à la circulaire interministérielle n° 465 du 10/12/1951,
- signalés réglementairement,
- situés à plus de 5 m du bord de la chaussée ou de l'aire de stationnement des engins d'incendie.
- d'un réseau de robinets d'incendie armés (RIA) répartis et situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées ; ils sont utilisables en période de gel ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ; les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de matériaux absorbants en quantité suffisante et les moyens pour les épandre sur les fuites ou égouttures ; les réserves de produit absorbant sont protégées par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours;

Constats :

Non Conforme : Suite à l'inspection du 31/03/2022 l'exploitant a transmis un courrier du 2/08/2022 répondant à la question des hydrants. Les 3 poteaux situés au nord du site de l'autre côté de la route départementale et de la voie ferrée ne peuvent être utilisés en cas d'incendie (car non opérationnels de part leur situation physique). Les 3 poteaux identifiés par le SDIS (et dans le POI du site) pour intervenir sur ce site en cas d'incendie sont les hydrants : P6 avec un débit de 65m³/h, P12 avec un débit de 19m³/h et P16 (N°3) avec un débit de 53m³/h. Il est à noter que 2 de ces 3 poteaux identifiés n'ont pas le débit suffisant de 60m³/h par hydrant (dernière vérification en date du 14/12/2021) et ne permettent donc pas de respecter les prescriptions de l'Arrêté Préfectoral du 05/07/2010.

L'inspection a bien pris note que la gestion de ces 3 poteaux ne relève pas de la responsabilité de l'exploitant. Toutefois, une telle situation ne peut pas perdurer au regard du risque incendie.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'IIC demande à l'exploitant d'effectuer un courrier à Clermont Auvergne Métropole et au Conseil Départemental en exigeant l'augmentation des débits des hydrants situés au sud de ces infrastructures afin d'être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 05/07/2010 sous 1 mois et en transmettre une copie à l'IIC. Le cas échéant, l'exploitant devra proposer des actions correctives dont il a la maîtrise pour disposer des minimums requis dans son arrêté.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Désenfumage atelier TS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 8.5.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non Conforme : Suite à l'inspection du 31/03/2022 l'exploitant a transmis un courrier du 2/08/2022 précisant que la surface actuelle des volets de désenfumage est de 3*2.13 soit 6.39m² pour l'atelier TS. Or la surface utile d'ouverture doit être supérieure à 2% de la superficie du bâtiment (cf. art 13 AM du 09/04/19) ce qui nous amène à un calcul de surface de 720m²*2% soit 14.4m². L'exploitant a réalisé les travaux de remise en service des commandes (manuelles) des dispositifs de désenfumage qui étaient toutes hors-service en août 2023. Nous avons vérifié le fonctionnement d'une commande dans l'existant que nous avons testé sur un dispositif dans l'atelier de délestage.</p> <p>L'exploitant nous a présenté en séance le bon de commande datant du 13/05/2024 afin de mettre en œuvre des volets de désenfumage supplémentaires afin d'atteindre 17m² après travaux et d'installer une commande centralisée d'ouverture pneumatique de toutes les trappes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les travaux de mise en conformité des trappes de désenfumage de l'atelier TS devront être effectués avant le 31/12/2024.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 mois

N° 4 : Désenfumage atelier peinture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 8.7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme : Suite à l'inspection du 31/03/2022 l'exploitant a transmis un courrier du 2/08/2022 précisant que la surface actuelle des volets de désenfumage est de 2*6.16 soit 12.32m² et donc bien supérieure à 2% de la superficie du bâtiment de 300m² (300m²*2% = 6m² de surface nécessaire selon art 13 AM du 09/04/19).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détection de gaz (chaudière > 400 kW)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 8.6.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à</p>

l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Constats :

Non conforme : Lors de l'inspection du 31/03/2022, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de lui communiquer, sous 1 mois, les informations sur son fonctionnement (seuil de détection, actions déclenchées en cas de dépassement de seuil : alarme ? coupure arrivée combustible ? coupure électricité local ?), ainsi que les 2 derniers rapports de contrôle de l'équipement. A ce jour l'IIC n'a toujours pas reçu les documents demandés, et n'a pas eu de réponses concernant son fonctionnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre les 2 derniers rapports sous 1 mois ainsi que les informations sur le fonctionnement de la détection gaz (seuil de détection, actions déclenchées en cas de dépassement de seuil : alarme ? coupure arrivée combustible ? coupure électricité local ?).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Prise en compte des autres sources d'émission de chrome VI dans l'ERS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 1.6.2.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Evaluation des risques sanitaires

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Une nouvelle évaluation des risques sanitaires de l'établissement sera effectuée dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date de notification du présent arrêté de manière à montrer les effets des dispositions mises en place pour limiter l'impact sanitaire des émissions atmosphériques sur le voisinage habité, en provenance en particulier de l'atelier de traitement de surface, et pour déterminer, le cas échéant, les dispositions complémentaires à adopter.
[...]

Constats :

Non conforme :

L'exploitant a passé une commande pour la révision de l'ERS avec la société APAVE le 25/10/2022. Au vu des résultats des 2 dernières campagnes de prélèvement des rejets atmosphériques sur l'ensemble des émissaires, l'exploitant étant sûr d'être non conforme n'a finalement pas fait réaliser cette prestation ne pouvant pas rentrer dans les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/07/2022 qui a modifié l'article 3.2.2.2 de l'AP du 5/04/2010 en précisant que les rejets de CrVI de l'atelier TS ne doivent pas dépasser 0.005mg/Nm3 (cette valeur correspondant à la limite pour l'acceptabilité du risque sanitaire). Cependant, il a étudié les possibilités de diminution des émissions diffuses de CrVI dans l'air. Il a estimé que 80% de ces émissions proviennent de la fabrication des "portes écureuil" d'hélicoptère. Le choix a été fait de transférer la fabrication de ces portes sur l'usine de Casablanca à l'automne 2024.

Le rapport de 2023 du contrôle inopiné met en évidence des dépassements de VLE importantes :

- Atelier peinture : cabine de peinture 1 : 2092µg/m³, flux 66,3 g/h - cabine de peinture 2 : 23,9µg/Nm³, flux 0,71 g/h - désolvatation : 831 µg/Nm³, flux 2,5 g/h - four de cuisson : 1683 µg/Nm³, flux 7,2g/h

- Traitement de surface : Ligne inox : 1,4 µg/Nm³, flux 0,0073 g/h - Ligne alu: 0,32 µg/Nm³, flux 0,0064 g/h

Soit un total de 4 631,62µg/Nm³ alors que l'AP précise pour le Cr VI une VLE de 0,005mg/Nm³ pour l'atelier TS, avec des VLE Flux inox de 0,029g/h et VLE flux alu de 0,076 g/h.

L'exploitant a essayé de mettre en place des solutions de diminution des rejets de Cr VI sans succès avec la modification des 2 cabines de peinture en y intégrant des filtres spécifiques Cr VI, une ponceuse avec aspirateur a été achetée en 2023 mais l'entreprise a subi depuis 2 vols et un accident du travail avec ce matériel. On retrouve du Cr VI dans le sas de désolvatation, or il n'est pas censé y avoir de CrVI à cet endroit. Cependant lors de notre visite d'inspection nous avons pu observer que les portes entre le sas de désolvatation et les cabines de peinture étaient ouvertes pendant les actions de peinture.

L'entreprise prévoit un prochain nettoyage des gaines du sas de désolvatation et de l'étuve mais il faudrait également prévoir un rappel des consignes de fermetures de porte pendant l'application de peinture des pièces ou bien un système de porte automatique.

De nouvelles mesures des rejets atmosphériques sont attendues au 2ème semestre 2024 après la mise en oeuvre des actions précédentes puis en 2025, après le transfert effectif de l'activité "portes écureuil".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place des mesures afin que le sas de désolvatation et l'étuve ne présentent aucune trace de CrVI et les présenter à l'inspection **sous 3 mois**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rejets aqueux de l'atelier de traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 4.3.7.1.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Effluents industriels

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/06/2022

<ul style="list-style-type: none"> type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout rejet d'effluents résiduaire provenant du nouvel atelier de traitement de surface est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme : Suite à l'inspection du 17/06/2022, l'exploitant a défini une fréquence de renouvellement annuel du filtre, nous avons pu constater son changement le 14/12/2023. Le lavabo présent dans le premier local de l'atelier au contrôle non destructif est réservé strictement à un usage sanitaire, un panneau "environnement" a été mis en place avec la prescription "usage sanitaire exclusif, Interdiction de déverser des produits dangereux". En ce qui concerne les vannes d'évacuation, elles étaient bien ouvertes vers la station et fermées vers le milieu naturel. Cependant, le système de vannes accessibles actuellement en place ne permet pas de s'assurer qu'un agent ne refasse pas la bascule par inadvertance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observations : L'exploitant doit s'assurer que la vanne de rejet vers le milieu naturel reste fermée et ne soit pas manipulable facilement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2010, article 9.2.4.2 et 9.2.4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Deux fois par an au moins (en période de basses et de hautes eaux), le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe.</p> <p>L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité de l'installation; les mesures doivent au minimum porter sur les paramètres suivants:</p> <p>pH, Conductivité, Cr VI, Cr III, F</p> <p>Les mesures sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé.</p> <p>Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après leur réception. Toute anomalie lui est signalée dans les plus brefs délais.</p> <p>Ils doivent être présentés dans un tableau comparatif et accompagnés en tant que de besoin de commentaires sur les anomalies constatées ainsi que sur les actions correctives mise en œuvre ou envisagées.</p> <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p>

<p>Constats :</p> <p>Non conforme : L'exploitant a bien réalisé les prélèvements mais ne les a pas transmis à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après leur réception. Cependant l'exploitant a transmis à l'IIC un tableur de suivi antérieur du niveau piézométrique et des prélèvements mais les résultats n'ont pas été saisis sous GIDAF.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Transmission des informations sous 1 mois :</u></p> <p>- Sous GIDAF ; saisie du dernier exercice de prélèvements effectué dans la nappe du 2ème semestre 2023 en joignant le rapport pdf aux résultats.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Transformateur PCB

<p>Référence réglementaire : Décret du 10/04/2013, article 6.III</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Transfo PCB</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. R. 543-19. - Est réputé contenir des PCB tout appareil qui a contenu des PCB sauf s'il a fait l'objet d'une décontamination suivie d'une remise en service pour une durée minimale de six mois au terme de laquelle il est démontré que le produit contenu dans l'appareil après substitution ne contient pas de PCB selon les modalités prévues à l'article R. 543-32.</p> <p>Art. R. 543-21. - Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-22, il est interdit de détenir des appareils dont le fluide contient des PCB :</p> <p>« - à partir du 1er janvier 2017 si l'appareil a été fabriqué avant le 1er janvier 1976 ;</p> <p>« - à partir du 1er janvier 2020 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1976 et avant le 1er janvier 1981 ;</p> <p>« - à partir du 1er janvier 2023 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1981.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conforme : L'exploitant a reçu un courrier le 25 janvier 2024 de la DREAL lui demandant de rendre compte sur la suppression d'un transformateur de 1,2 kVolts contenant plus de 50 ppm de PCB. L'exploitant méconnaissait détenir un transformateur contenant encore des PCB. Afin de se régulariser il a fait la déclaration de détention d'appareil contenant des PCB auprès de l'inventaire national tenu par l'Ademe le 12/04/24. Le projet de remplacement du transformateur a été inscrit au budget de 2025 (coût de 40 à 50 keuros), l'exploitant transmettra à l'IIC le devis de remplacement sous 3 mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La suppression du transformateur PCB est à réaliser pour le 31/12/2025 au plus tard. L'exploitant</p>

tiendra informé l'ADEME et la DREAL du respect de ce calendrier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois